

NOUS AVONS LE VENT DANS LES VOILES ... — GARDONS LE CAP

Craig Heron
Président de la SHC

Le pouls de la SHC est remarquablement puissant actuellement. De nouveaux membres nous arrivent, pleins d'énergie et prêts à s'engager. De nouveaux projets importants prennent forme. Notre association a défendu les intérêts des historiens et des personnes qui travaillent dans les domaines de l'histoire et de la culture et qui sont confrontés à de nombreux défis. Il s'agit d'une période trépidante pour son président.

Pourtant, alors que je constate tout ce que nous tentons d'accomplir, je m'inquiète de voir que nous sommes grandement gênés par un appareil administratif hérité d'une période beaucoup plus calme, qui pourrait entraver la poursuite de notre développement dynamique, et avec lequel aucune autre organisation de notre envergure ne pourrait fonctionner. Il est temps d'investir dans nous-mêmes en tant que professionnels et citoyens en injectant des ressources plus importantes dans une organisation plus forte. Il est temps d'enrichir notre bureau national en engageant un directeur général. Voici mes arguments.

Amélioré et de plus grande envergure

Nous vivons une période importante de renouvellement et d'expansion. Nous avons près de 1 200 membres — le plus grand nombre depuis de nombreuses années. La quantité importante de propositions de communications et de séances dans le cadre de nos réunions annuelles au cours des dernières années a été stupéfiante. Le nombre de participants à ces conférences a atteint des records, et le foisonnement entourant chacun de ces événements annuels est toujours positif. L'extraordinaire rencontre prévue à UBC promet d'être d'une ampleur sans précédent comme événement organisé par la Société. À cette nouvelle énergie se sont greffés de nouveaux comités affiliés dans des domaines d'avant-garde comme celui de l'environnement, des médias, de l'histoire de l'enfance, ainsi qu'un groupe d'histoire publique renouvelé.

Plus inclusif

La SHC a également ouvert sa porte à un auditoire plus varié. Nous continuons à approcher les étudiants inscrits aux études supérieures et les jeunes chercheurs, et à leur accorder un soutien financier de telle sorte qu'ils puissent participer à nos conférences annuelles. Chaque année, nous parrainons plus de séances sur l'histoire publique et attirons de nombreux praticiens du métier issus d'autres milieux que les départements d'histoire des universités. Nous travaillons avec l'Institut d'histoire de l'Amérique française

afin de trouver des moyens d'intégrer plus efficacement les francophones.

Au cours des dernières années, les membres de l'exécutif de la SHC ont tenté sans relâche d'attirer un plus grand nombre de non-canadianistes. Notre conseil compte des membres intéressés à ces divers domaines, et notre future vice-présidente, Mary Lynne Stewart, est une spécialiste de l'histoire européenne. Nous avons également lancé une série de livrets à l'intention des classes de premier cycle à l'échelle internationale, dont le premier porte sur l'histoire de la sexualité. La nouvelle version en ligne de notre *Revue* vise de façon particulière à dépasser les frontières et à rejoindre des chercheurs de divers horizons. Nous maintenons nos liens avec le Congrès international des sciences historiques afin de favoriser un dialogue entre les historiens à l'échelle internationale.

Nos comités affiliés contactent régulièrement ces groupes, et, souvent grâce à leur initiative, nos AGA comptent de plus nombreuses séances transnationales et comparatives qui réunissent des personnes de divers domaines de recherche autour de thèmes historiques communs. En fait, la SHC semble occuper une place unique qui lui permet de favoriser de telles séances inclusives à l'échelle mondiale que peu d'organisations universitaires ailleurs en Amérique du Nord peuvent offrir. Dans un effort pour accroître ce type de fertilisation intellectuelle intersectorielle, les membres du conseil ont décidé de tenter une forme de diffusion sans précédent auprès de non-canadianistes en invitant d'autres sociétés savantes à co-parrainer des séances tant à leurs conférences qu'à la nôtre. Nous poursuivons la même idée auprès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française.

Services accrus

Les membres de la SHC ont également obtenu beaucoup plus de la part de leur association. Trois numéros dynamiques et intéressants de notre *Bulletin* chaque année maintiennent les liens entre nous. Notre *Revue* est maintenant publiée deux fois par année, l'un de ses numéros est une version en ligne dont le contenu est plus étendu que celui de la version imprimée, qui continue de puiser ses articles de l'AGA. Notre série de brochures sur les groupes ethniques se poursuit. Le premier volume de notre nouvelle série de livrets sera publié prochainement, en anglais et en français. Nous continuons de produire un répertoire en ligne des thèses en cours au Canada et d'aider les membres à commander d'autres revues par notre système de renouvellement de leur adhésion.

... suite à la page 6

Ce printemps, une toute nouvelle édition de notre précieux guide *Devenir historien et historienne* paraîtra.

Nous avons également tout numérisé. Notre site Web permet aux membres de se brancher électroniquement à tous les numéros de notre *Revue* publiés depuis 1922 et à toutes nos brochures, depuis les années 1950. Les communications présentées dans le cadre de l'AGA sont maintenant disponibles en ligne à l'avance pour en faciliter l'accès. Nous élaborons également une base de données contenant des renseignements relatifs aux historiens au Canada, qui permettra aux membres de la SHC de trouver des personnes selon leur domaine d'intérêt.

Et bien sûr, chaque année, nous consacrons beaucoup d'efforts à réunir des centaines d'érudits dans le cadre de nos conférences et à évaluer et souligner l'excellence dans la recherche historique dans divers domaines en décernant des prix toujours plus nombreux.

Prendre position

Au-delà de cette croissance institutionnelle, la SHC a dû prendre les devants et défendre un nombre grandissant de causes. Les institutions et programmes publics consacrés à la préservation et à la commémoration du passé ont été confrontés à de nombreux défis au cours des dernières années. Les données de recensement sont devenues moins accessibles, les expositions des musées ont été attaquées, et surtout, il semble que les archives ont été confrontées à des mesures draconiennes menaçant de rendre moins accessibles les documents historiques. La SHC a critiqué publiquement de tels développements à Washington, Regina, Victoria, Toronto et surtout à Ottawa, et dans certains cas, a mené des campagnes de pression.

Nos efforts n'ont pas été vains. Nous entretenons actuellement un dialogue utile avec Statistique Canada au sujet de la révision de la question du consentement sur le formulaire du recensement de 2011. Nous avons aidé à sensibiliser l'Église unie du Canada au fait que ses archives ne pouvaient être soustraites au public. Et, peut-être plus important encore, nous avons convaincu Bibliothèque et Archives Canada de reconsidérer sa décision de réduire considérablement ses heures de service.

De telles campagnes ont permis de constater très clairement que d'autres organisations se tournent vers nous en tant que chef de file. Nous avons travaillé avec des sociologues, des politologues et des économistes sur la question du recensement. Nous avons eu de nombreux alliés dans la Save the United Church Archives Coalition. Nous avons mené une délégation de dix organisations à la réunion d'octobre de BAC — généalogistes, rédacteurs professionnels, chercheurs autochtones et d'autres — qui ont finalement convaincu Ian Wilson de changer d'idée. Ce rôle prédominant se poursuivra

incontestablement dans une ère où les institutions et les programmes culturels ne font plus partie des priorités de tous ces gouvernements trop nombreux.

Nous siégeons également au conseil de la Fédération canadienne des sciences humaines afin d'aider à promouvoir de meilleures politiques et ressources afin de soutenir la recherche universitaire de tous les genres au Canada. Et nous maintenons un dialogue efficace avec d'autres organisations nationales qui mettent en œuvre des programmes sur l'histoire et la « mémoire », en particulier la Société d'histoire nationale du Canada.

S'en tirer en improvisant

Alors nous sommes plus nombreux, plus diversifiés, plus occupés, plus engagés. Le plus beau dans tout cela, c'est que nous avons été en mesure d'assurer la bonne marche d'autant de programmes et de projets au moyen de l'appareil administratif pitoyablement limité dont nous avons hérité. Nous avons une petite armée de bénévoles qui s'occupe des comités des prix, des comités de rédaction et des comités du programme de la conférence. Nous payons de petits honoraires indécents à une poignée de personnes pour éditer des revues, des livres, des brochures et des répertoires et pour gérer notre site Web. Lorsque des problèmes particuliers surviennent, nous formons des comités spéciaux, dont les membres alternent et changent. Ce qui nous tient debout, c'est une adjointe administrative débordée à Ottawa, une assistante trésorière à temps partiel et, bien sûr, le président, qui a habituellement la permission de réduire sa charge d'enseignement d'au plus un cours.

Qu'est-ce qui ne va pas avec un tel système ?

Manque de coordination et de surveillance. À part le président, il n'y a personne au centre pour s'assurer que toutes les parties de l'empire aux vastes ramifications de la SHC fonctionnent correctement. Nous n'avons même pas d'éditeur en chef pour notre *Revue*, qui a maintenant quatre rédacteurs, deux adjoints à la rédaction, et un comité de rédaction formé de douze membres, et qui exige des relations plus complexes avec l'éditeur de la version imprimée et celui de la version en ligne. Les liens entre ces publications et nos conférences annuelles sont devenus compliqués. En fait, nous avons un petit empire d'édition qui a besoin d'une surveillance attentive et d'orientation.

Manque de consistance, de suivi et de compétences accumulées. Les nouveaux venus qui arrivent au conseil de la SHC et qui prennent en charge divers dossiers pour surveiller des projets et des programmes spécifiques sont généralement perplexes et confus pendant quelque temps, et ils quittent ensuite après trois ans. Il y a souvent de nombreuses questions qui flottent ça et là dans le cyberspace au sujet de nos politiques établies relatives

à ceci ou cela. Le mandat de deux ans à la présidence aide, mais il y a une énorme quantité de connaissances organisationnelles qui se perd chaque fois qu'un président quitte ses fonctions.

Manque de liaison efficace et de stratégie de communication.

Nous devons mieux coordonner nos propres médias électroniques et imprimés. Nous avons également besoin de force et de souplesse au plan administratif de façon à pouvoir communiquer régulièrement avec les bureaux gouvernementaux, les organismes non gouvernementaux et les médias.

Manque de promotion et d'intervention proactive. Nous n'avons pas la capacité de rester au courant de l'élaboration des politiques, d'exercer efficacement des pressions auprès des politiciens et des fonctionnaires, et de promouvoir le travail de notre association et de ses membres.

Il est temps d'investir en nous-mêmes

En fait, nous avons besoin d'un directeur général à temps plein, qui pourra s'occuper de la coordination administrative et du leadership. Les politologues, les géographes, les sociologues canadiens — même les archivistes — ont depuis longtemps une telle personne pour gérer leur organisation professionnelle. Il est temps que nous passions à l'action.

Nous ne pouvons prendre une telle mesure en comptant sur notre budget actuel, et au début du printemps je ferai parvenir à tous les membres la proposition d'une importante augmentation des frais (le montant précis est en train d'être déterminé, mais il devra être important). J'espère que vous serez tous d'accord avec moi pour dire que, en tant que professionnels, nous méritons une association qui puisse travailler efficacement à la défense de nos intérêts collectifs. Pour ce faire, il est temps de donner à cette association les ressources dont elle a besoin pour accomplir la tâche.

La SHC peut être un lien vital entre tous les praticiens de l'histoire au Canada. Elle peut être un chef de file dans la promotion et la défense des méthodes et des produits de la recherche historique dans ce pays. Elle peut être un joueur d'une importance considérable dans les tribunes nationales sur l'histoire, le patrimoine et la culture. Mais d'abord, nous devons mettre de l'ordre dans notre maison.

